

audience du 12 ḡ 1868 N° 53

sujet en simple police - Félix Victorin-Bord et Alphonse Allard
Contre Adrien Gilly.



En la cause De Félix Victorin-Bord et
Alphonse Allard journaliers, Demandeurs et Demeurant
au Martinet Commune de Moliens, agissant conjointement
et ayant un intérêt commun, Demandeurs par dépôt enregistré
D. Derbez huissier, le date du trente octobre dernier,
Comparant en personne.

Et de Mme le Maire de cette commune Dargot, y
Demeurant et domicilié, remplissant les fonctions de
ministre public au sujet d'une contention de simple police
Comparant Mme Blanche Jean pierre.
Contre.

Sieur Gilly ancien propriétaire et gardien forestier
Domicilié et demeurant au même lieu du Martinet, D'ordre
Comparant aussi en personne.

Faits
par le dépôt susmentionné, les dits bord et allard
ont fait éter le susnommé Gilly Adrien devant le
tribunal de simple police de Senlis à l'audience du vingt
du courant, pour s'y voir déclarer auteur et condamné d'avoir
tenu contumace des propos diffamatoires, en disant à plusieurs
personnes individuellement, & surtout le vingt huit juillet
dernier, à côté du pont du Martinet, qu'il lui avaient été
imposés de faire pour son honneur condamner à titre de
dommages-intérêts, à leur paye la somme de mille francs
et aux dépens de l'instance, sauf au ministre public, à
payer dans l'intérêt de la vindicte publique, toutes
conclusions qu'il aviserai.

La dite audience advenue et l'affaire approuvée, toutes

TOME II

parties ont comparu — Le greffier a donné publiquement
et à haute voix lecture de la citation et les deux déclamans
Bordet et Allouard ont dit :

que pour établir le fait par eux imputé à Adrien
Gilly, ils avaient par autre exploit du même Meissie-Derbez
enregistré en date du trente un octobre dernier, fait appeler
cinq témoins dont ils ont demandé l'audition tant en
présence qu'en absence du défendeur.

Adrien Gilly a dit n'avoir pas de témoins à faire
intendre et ne pas s'opposer à l'audition de ces produits par
ses adversaires, sous toute réserve et protestation de droit.

Le tribunal a procédé comme suit :

Les cinq témoins produits par Bordet et Allouard ayant
répondu à l'appel et étant présents, le greffier leur a donné
à haute voix, publiquement et en présence de toutes les parties
en cause, lecture de la citation introductive d'instruction.

Ces témoins, ont été ensuite conduits par Meissie-Derbez
dans un cabinet séparé, attenant à la salle d'audience
où ils ont été rappelés successivement l'un après l'autre à
l'audience, où, séparément en l'absence l'un de l'autre
publiquement et en présence des parties, ils ont déclaré leurs noms
prénoms, âge, profession & davare ; prêté, ~~l'assurance~~ le serment
de dire toute la vérité rien que la vérité et fait leur déclaration
de tout quoi le greffier a tenu note, en conformité de
l'article 155 du Code d'instruction criminelle.

Ces dépositions reçues, et les parties ayant déclaré n'avoir plus
de témoins à faire entendre, l'audience a été suspendue pour
être reprise à deux heures, Derrezée du 1^{er} juillet.

Et le même jour, à deux heures du soir, l'audience a été
reprise et l'affaire appétée, toutes les parties ont été présentées et ont

parties ont comparu — Le greffier a donné publiquement
et à haute voix lecture de la citation et les deux demandeurs
Borel et Allouard ont dit :

que pour établir les faits par eux imputés à Adrien
Gilly, ils avaient par autre exploit du même huissier Derbez
enregistré en date du trente un octobre dernier, fait appeler
cinq témoins dont ils ont demandé l'audition tant en
présence qu'en absence du défendeur.

Adrien Gilly a dit n'avoir pas de témoins à faire
entendre et ne pas s'opposer à l'audition de ces produits par
ses adversaires, sous toutes réserves et protestations de droit.

Le tribunal a procédé comme suit :

Les cinq témoins produits par Borel et Allouard ayant
répondu à l'appel et étant présents, le greffier leur a donné
à haute voix, publiquement et en présence de toutes les parties
en cause, lecture de la citation introductive d'instantané.

Ces témoins ont été ensuite conduits par l'huissier de service
Dens au Cabinet séparé, attenant à la salle d'audience
où ils ont été rappelés successivement l'un après l'autre à
l'audience, ou, séparément en l'absence l'un de l'autre
publiquement et en présence des parties, ils ont déclaré leurs noms
prénoms, âge, profession et demeure ; prêté l'angé de la serment
de dire toute la vérité rien que la vérité et fait leurs déclarations
de tout quoi le greffier a tenu note, en conformité de
l'article 155 du Code d'instruction criminelle.

Ces dépositions reçues, et les parties ayant déclaré n'avoir plus
de témoins à faire entendre, l'audience a été suspendue pour
être reprise à deux heures de l'après-midi du dit jour.

Et le même jour, à deux heures du soir, l'audience a été
réouverte et l'affaire appelée, toutes les parties ont été présentes et ont

"appartenant à l'hoirie Borel, ou abeillant la route impériale
et la place du village, gilly lui dit: il n'a mangié un sac de blé
sur la charrette de trouche, je sais des doutez que sur cette
Victorin Borel et sur Isidore Allemard

"qu'il n'y avoit personne sur la route comme sur la place
et que personne n'avoit pu l'entendre venir dubatement de
l'hoirie Borel; que gilly ne parlât pas à haute voix.

"Le celle de Reynaud alexandre = que sur la fin
du mois de juillet Dernier se trouvant seul avec adrien gilly
devant la porte de sa maison sur la rue du Martinet, le Dernier
lui demanda s'il n'y avoit rien de nouveau; que sur sa réponse
négative, gilly ajouta: de soi que j'ai chargé tout blé sur mon
a voleur de sac; qu'il lui demanda qui il voulait et que gilly
répondit: je veux que victorin Borel et isidore Allemard;
qu'ayant réplique qu'il ne croyot pas que Borel et Allemard
fussent capables de cela, gilly persista à soutenir que cest eux;
et qu'alors il lui dit: à votre place, j'aurais porté plainte
qu'il n'y avoit pas à haute voix, qu'il n'y avoit personne
dans la rue et que personne n'eût entendu les doutez.

Sufin de celle de trouche Auguste qui a déposé comme suit:

"Pars la première quinzaine du mois de juillet Dernier
le soir d'un dimanche, je fus prendre du blé chez adrien gilly,
deux ou trois personnes m'aidèrent à charger ma charrette
j'ai dû en prendre huit sacs, pour ce que je n'ai pas bien compté.
je me suis ensuite arrêté au Martinet, laissant ma charrette
après de la remise du sac au sac au sac au sac au sac au sac
et après, j'ai fait la partie avec les plaignants, leur Gastinel
Clarion, Jean Jaques et autres. Je me suis retiré qu'il était nuit
depuis un bon moment et en arrivant chez moi, je n'ai trouvé que
Sept sacs sur ma charrette plus tard lorsque adrien gilly

appartenant à Gervais-Bord, en détenant la totalité de la
partie du village de Gilly le Ch. Il va à la gare d'Amiens et
à la gare de Gervais-Bord, qui est à 1 km de Gervais-Bord.

Il y a une personne sur la route connue sous le nom
de Jeanne Gervais qui habite dans la maison de Gervais-Bord.

Le deuxième jour, il va à la gare de Gervais-Bord pour prendre le train pour Paris. Il prend le train à 8h30 et arrive à Paris à 10h30. Il prend un taxi pour se rendre à l'hôtel où il a réservé une chambre. Il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un métro pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un bus pour se rendre à l'hôtel où il a réservé une chambre.

Le troisième jour, il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un métro pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un bus pour se rendre à l'hôtel où il a réservé une chambre. Il prend un métro pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un bus pour se rendre à l'hôtel où il a réservé une chambre.

Le quatrième jour, il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon.

Le cinquième jour, il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon.

Le sixième jour, il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon.

Le septième jour, il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon.

Le huitième jour, il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon.

Le neuvième jour, il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon. Il prend un bus pour se rendre à la gare de Lyon.

De leur seul concours; que partant, le tribunal de simple justice est compétent et tenu aux termes de l'article 20 de la loi
Du 17 mai 1819.

attendu, au fonds, que les propos ci-dessous constatés, tenus, sans provocation, par Adrien Gilly, sont injurieux et constituent la contravention prévue par le N° 11 de l'article 471 du code pénal, quelsiasi la personne soit rendue passible des peines édictées par la loi;

attendu sur la demande de séparations ci-dessus, que l'injure est de nature toujours plus ou moins dommageable; que si l'instinct public en exige la répression, il résulte aussi que le préjudice qu'elle porte soit réparé attendu qu'il résulte des circonstances de la cause, que le procureur n'auroit pas agi méchamment et à l'abuse de sa voix.

attendu que la demande de mille francs est légalement étagée; qu'en aucun cas, l'injure ne doit dérober à un gain.

attendu que le tribunal possède des éléments suffisants pour déterminer le chiffre des séparations prévisionnelles qu'il convient d'allouer.

attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens.

Vu les articles 471 N° 11 et 467 du code pénal, ainsi que l'article 162 de l'Instruction Criminelle, sus à l'audience et ainsi connus:

= article 471 N° 11 = Seront punis l'amende d'un franc jusqu'à cinq francs inclusivement:

Ceux qui, sans avoir été provoqués, auront proféré contre quelqu'un des injures, autres que celles prévues depuis

160
" 20. Commission de l'enquête au sujet de singeing volontaire 1868 6/10/1871.
" 80. Recs à 2%: dommages aux francs réclamés C. 1.500. -

De l'autre côté, qui portent le libellé de la signature
et comprennent trois autres de l'article 20 de la loi
du 12 mai 1869.

Alors, au fond, que le juge et l'avocat
constatent, trouvent, sans protestation, par décret royal, tout
équitable et constatent la construction prévue par le
N° 11 de l'article 471 de la loi ci-dessus, qu'ainsi la personne
est rendue protégée du préjudice édicté par la loi.

Alors, sur la demande de l'opposant, il est
qu'il ajoute à la partie droite plus en amont de l'écriture, le
qu'il a fait publier en vertu de la signature
signée ci-dessous que le juge et l'avocat, tout
équitable et constatent la construction prévue par le
N° 11 de l'article 471 de la loi ci-dessus,

Alors, que malgré les circonstances de la cause,
que le juge et l'avocat ne jugent pas que nécessaire et à l'intérêt
de l'accusé.

Alors, que la demande de l'accusé pour
l'équitable et constatent qu'il a été accueilli, le juge et l'avocat
l'ont reçue ce jour.

Alors, que le tribunal possède des documents
suffisants pour l'accusé de l'affaire des signatures
signées qu'il conteste à l'accusé.

Alors, que le juge et l'avocat qui demandent l'équitable
et l'équitable.

Vois l'article 471 N° 11 et 469 de la loi ci-dessus
aussi que l'article 162 de la Constitution canadienne
les a l'autorité et ainsi constaté.

= article 471 N° 11 = Seraient pour l'accusé que
la cause soit jugée dans les termes indiqués ci-dessous.

C'est que l'accusé a été protégé, avant que l'affaire
soit jugée, dans les termes indiqués, autrement qu'il n'a été protégé.

Article 367 jusqu'à ce qu'il soit l'article 378.

= article 469 = La construction prévue à l'article 367
équivaut à l'article 469.

= article 162 = La partie qui demanderait
au juge et l'avocat, dans la partie prévue
de l'écriture signée par le juge et l'avocat,

par ce moyen, le libellé de la signature

de l'autre côté, signant le premier dessin, ayant
l'avis que le dessin aux fins prescrits par le juge et l'avocat

signé la partie ci-dessous, l'autre partie signe
et constate la construction prévue par le juge et l'avocat.

Le juge et l'avocat, signant le premier dessin, ayant
l'avis que le dessin aux fins prescrits par le juge et l'avocat

signé la partie ci-dessous, l'autre partie signe
et constate la construction prévue par le juge et l'avocat.

Le juge et l'avocat, signant le premier dessin, ayant
l'avis que le dessin aux fins prescrits par le juge et l'avocat

signé la partie ci-dessous, l'autre partie signe
et constate la construction prévue par le juge et l'avocat.

Le juge et l'avocat, signant le premier dessin, ayant
l'avis que le dessin aux fins prescrits par le juge et l'avocat

signé la partie ci-dessous, l'autre partie signe
et constate la construction prévue par le juge et l'avocat.

Le juge et l'avocat, signant le premier dessin, ayant
l'avis que le dessin aux fins prescrits par le juge et l'avocat

signé la partie ci-dessous, l'autre partie signe
et constate la construction prévue par le juge et l'avocat.

Le juge et l'avocat, signant le premier dessin, ayant
l'avis que le dessin aux fins prescrits par le juge et l'avocat

signé la partie ci-dessous, l'autre partie signe
et constate la construction prévue par le juge et l'avocat.

Le juge et l'avocat, signant le premier dessin, ayant
l'avis que le dessin aux fins prescrits par le juge et l'avocat

signé la partie ci-dessous, l'autre partie signe
et constate la construction prévue par le juge et l'avocat.

Le juge et l'avocat, signant le premier dessin, ayant
l'avis que le dessin aux fins prescrits par le juge et l'avocat

signé la partie ci-dessous, l'autre partie signe
et constate la construction prévue par le juge et l'avocat.

Le juge et l'avocat, signant le premier dessin, ayant
l'avis que le dessin aux fins prescrits par le juge et l'avocat

signé la partie ci-dessous, l'autre partie signe
et constate la construction prévue par le juge et l'avocat.

Le juge et l'avocat, signant le premier dessin, ayant
l'avis que le dessin aux fins prescrits par le juge et l'avocat

signé la partie ci-dessous, l'autre partie signe
et constate la construction prévue par le juge et l'avocat.

Le juge et l'avocat, signant le premier dessin, ayant
l'avis que le dessin aux fins prescrits par le juge et l'avocat

signé la partie ci-dessous, l'autre partie signe
et constate la construction prévue par le juge et l'avocat.

Le juge et l'avocat, signant le premier dessin, ayant
l'avis que le dessin aux fins prescrits par le juge et l'avocat

signé la partie ci-dessous, l'autre partie signe
et constate la construction prévue par le juge et l'avocat.

Le juge et l'avocat, signant le premier dessin, ayant
l'avis que le dessin aux fins prescrits par le juge et l'avocat

signé la partie ci-dessous, l'autre partie signe
et constate la construction prévue par le juge et l'avocat.

Le juge et l'avocat, signant le premier dessin, ayant
l'avis que le dessin aux fins prescrits par le juge et l'avocat

signé la partie ci-dessous, l'autre partie signe
et constate la construction prévue par le juge et l'avocat.

Le juge et l'avocat, signant le premier dessin, ayant
l'avis que le dessin aux fins prescrits par le juge et l'avocat

signé la partie ci-dessous, l'autre partie signe
et constate la construction prévue par le juge et l'avocat.

Le juge et l'avocat, signant le premier dessin, ayant
l'avis que le dessin aux fins prescrits par le juge et l'avocat

signé la partie ci-dessous, l'autre partie signe
et constate la construction prévue par le juge et l'avocat.

Le juge et l'avocat, signant le premier dessin, ayant
l'avis que le dessin aux fins prescrits par le juge et l'avocat

signé la partie ci-dessous, l'autre partie signe
et constate la construction prévue par le juge et l'avocat.

Le juge et l'avocat, signant le premier dessin, ayant
l'avis que le dessin aux fins prescrits par le juge et l'avocat

signé la partie ci-dessous, l'autre partie signe
et constate la construction prévue par le juge et l'avocat.

Le juge et l'avocat, signant le premier dessin, ayant
l'avis que le dessin aux fins prescrits par le juge et l'avocat

signé la partie ci-dessous, l'autre partie signe
et constate la construction prévue par le juge et l'avocat.

Le juge et l'avocat, signant le premier dessin, ayant
l'avis que le dessin aux fins prescrits par le juge et l'avocat

signé la partie ci-dessous, l'autre partie signe
et constate la construction prévue par le juge et l'avocat.

Le juge et l'avocat, signant le premier dessin, ayant
l'avis que le dessin aux fins prescrits par le juge et l'avocat

signé la partie ci-dessous, l'autre partie signe
et constate la construction prévue par le juge et l'avocat.